L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI MATIN, 26 DECEMBRE.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LA NOEL.

C'est aujourd'hui la Noël, la fête de la famille par excellence, et nous souhaitons à tous nos lecteurs, selon l'antique coutume, le *Merry Christmas* sacramentel.

Si l'almanach ne nous était prouvé que nous touchons à ce bienheureux jour, nous nous en serions douté d'ailleurs par la pétarade des enfants dans la rue et aussi par les coups de pistolet de certains adultes qui s'imaginent que c'est s'amuser beaucoup que de faire le plus de bruit possible.

Nous avons tous en notre veillée de Noël, naturellement, pendant laquelle nous nous sommes contés des histoires plus ou moins vraisemblables à faire pouffer de rire, tout en buvant del'egg-nog, que la tradition nous condamne à avaler en quantité raisonnable chaque fois que le grand cadran du temps marque le 24 décembre.

Nous avons tous ainsi, écouté avec un certain plaisir le carillon des cloches appelant les fidèles à la messe de minuit.

Nous souhaitons aux enfants, ce joyeux lutin qui égaient le foyer domestique, la visite du Bonhomme Noël, qu's'appelle aussi "*Santa Claus*" et qui vient avec les poches bourrées de friandises et de jouets; nous souhaitons en même temps à nos lecteurs une dinde plus ou moins truffée à leur table, avec tous les accessoires désirables.

La joie est une chose précieuse ; elle est surtout très rare en ce moment dans notre pauvre Louisiane; c'est pourquoi nous espérons sincèrement que la Noël fera aujourd'hui beaucoup d'heureux qui dépenseront le plus de gaieté possible, une monnaie que les changeurs n'apprécient guère, et qui oublieront un instant la ruine et la misère qui nous entourent.

LE BUREAU DE RETOURS.

Démission de M. Arroyo.

C'est fait, le Bureau de retours a combié la mesure, et tout homme qui se respecte ne pouvait plus, au risque de passer pour un complice, continuer à siéger avec des individus comme Wells, Anderson, Kenner et Casenave, qui semblent avoir perdu complètement le sentiment du bien et du mal et qui n'ont qu'un but arrêté, fabriquer une majorité radicale dans la législature pour perpétuer l'usurpation de Kellogg.

Dès la fin de la séance exécutive d'avant hier, après les fraudes commises au détriment des conservateurs dans la paroisse Terrebonne, M. Arroyo avait annoncé qu'il n'avait plus qu'à se retirer.

Il s'est passé alors, nous dit-on, une scène scandaleuse. A la suite de quelques paroles énergiques de M. Arroyo, que nous félicitons des services qu'il a rendus de rendre au parti conservateur, Wells imitant la conduite d'Anderson, ce héros d'Opéra Bouffe, a fait la bravache, déclarant qu'il ne se laisserait pas marcher sur le pied, a voulu enlever son paletot comme pour offrir un combat à coups de poings à M. Arroyo.

Celui-ci s'est retiré dégoûté, sans daigner relever les insolences d'un personnage comme Wells.

A l'ouverture de la séance d'hier, il n'y avait que les quatre radicaux présents. Quelques minutes après, M. F. X. Barbot, greffier du comté conservateur, s'est présenté et a déclaré qu'il était chargé par M. M. Arroyo de présenter une protestation d'abord, et sa démission ensuite.

Wells a fait des objections en disant que M. Arroyo aurait dû venir en person, mais après une discussion assez vive, on a décidé qu'on prendrait connaissance des deux documents.

Voici d'abord le protestation :

Paroisse Terrebonne.

Je proteste contre la suppression des polls 3, 8, 10, et 11, de la paroisse Terrebonne, donnant un total de 383 votes pour les radicaux et 528 votes pour les conservateurs. Le nombre des votants enregistrés dans la paroisse s'élève à 3170, dont 1297 blancs et 1873 noirs. Le total des votes reçus est divisé comme suit : 1607 pour les radicaux, 1559 pour les démocrates.

Les abstentions, que l'on trouve en comparant les listes d'enregistrement et d'élection, se montent à 213.

Le préfet sur lequel se base le Bureau pour rejeter ces quatre polls est que les retours n'ont pas été transmis au supervisor d'enregistrement. Ces retours avaient été enfermés par erreur dans les boîtes qui étaient déposées les votes. Les commissaires d'élection ont immédiatement averti le supervisor du fait et se sont adressés au greffier de la cour dans le but d'obtenir les boîtes pour en retirer les tableaux des votes. Le greffier a refusé positivement de les livrer et des mesures ont été prises en conséquence devant la cour de district de Terrebonne.

Dans l'intervalle le supervisor avait terminé son rapport en omettant de mentionner que les retours des polls en question.

Après des procédures légales un décret de la Cour a ordonné le retours des quatre polls susmentionnés fussent transmis au Bureau de retours sous le sceau de la Cour.

Ces retours sont en ce moment devant le Bureau, et certainement ils ont plus de valeur que les affidavits fabriqués à plaisir dans la paroisse Ascension, en vertu desquels le dit Bureau a donné une majorité de 150 votes aux radicaux dans le poll Evergreen de cette dernière paroisse, dont les retours avaient été volés et dont le résultat n'était même pas prouvé par les témoignages des électeurs qui ont voté dans ce district.

En amendant le rapport du supervisor de la paroisse Avoyelles dans un but politique et en refusant d'amender le rapport du supervisor de la paroisse Terrebonne, le Bureau a commis une injustice criante.

OSCAR ARROYO.

Démission de M. Arroyo.

Nouvelle-Orléans, 24 Décembre 1874.

Au président et aux membres du Bureau de retours.

Messieurs,—Je vous présente ma démission comme membre du Bureau de retours. La place m'a été offerte sans que je l'ai sollicitée et je ne l'ai acceptée qu'avec la plus grande répugnance, en vue seulement des services importants que je pouvais rendre à mon Etat natal.

Je suis forcé de prendre cette décision par suite de la conduite du Bureau depuis deux jours, en déclarant élus à la Législature des candidats qui ont été positivement battus. Cette conduite si arbitraire et si injuste qui insulte tout le peuple de la Louisiane en refusant de reconnaître ses représentants qu'il a choisis, ne me permet plus, par respect pour moi-même de continuer à être un membre de ce Bureau.

J'ai l'honneur d'être, etc.

OSCAR ARROYO.

Après la lecture de ce document, Wells a souri de manière ironique et a déclaré à M. Barbot qu'il remettrait par lettre à M. Arroyo que sa démission était acceptée.

Le bureau est resté en suite en séance exécutive.

Dans cette séance secrète, livrés à eux-mêmes et n'ayant plus un homme d'honneur devant eux pour leur inspirer un peu de vergogne, Wells et Anderson, aidés de leurs deux compères, Kenner et Casenave, ont complété leur œuvre, que nous nous abstenons de qualifier.

Il restait alors neuf paroisses sur les retours desquelles on n'avait pas encore statué, dans ces neuf paroisses seize membres démocrates ont été élus à la Législature.

Voici comment le Bureau s'y est pris pour fabriquer une majorité radicale :

Il a rejeté sept polls dans la paroisse Caddo pour donner la majorité aux candidats radicaux. Dans la paroisse Rapides, en rejetant plusieurs polls il a déclaré élus les trois candidats radicaux pour la Législature.

Il a passé ensuite sur les paroisses St-Martin, Claiborne, Ouachita et Lincoln et a refusé de se prononcer sur les paroisses Bienville, Grant et Winn qui seront référées, à-t-il décidés, à la Législature constituée par lui ; c'est à dire composée dans la chambre basse de 54 radicaux et de 52 conservateurs.

Après ce beau travail, le Bureau s'est dissous et Wells, Anderson, Kenner et Casenave, qui sont incapables de remords, célébreront aujourd'hui la Noël, après avoir volé l'élection au peuple.

Une autre victime de la Vendetta.

Hier matin, vers quatre heures, John Chi ho, un sicilien de naissance, passant au coin des rues Chartres et Hôpital pour se rendre au Marché, a rencontré un inconnu qui s'élançait sur lui, a tiré un énorme pistolet de sa poche et a fait feu à bout portant. La balle a pénétré dans le cold d'Ecoit, et plusieurs personnes, accourant au bruit, ont trouvé le malheureux Cincho gisant à terre dans une mare de sang et privé de sentiment.

Il a été transporté à l'hôpital de charité où les médecins ont déclaré qu'il ne passerait probablement pas la nuit.

Cinchio, fidèle aux coutumes de son pays natal, refuse de nommer l'assassin et en portera probablement son secret dans la tombe.

On se souvient qu'il y a quelques jours Salvador Cinchio, le frère de ce qui nous occupe actuellement a été tué dans une vendetta par un certain Matteo Gerego. On suppose que c'est une suite de la même affaire et que le même bandit s'y trouve impliqué, ou quelqu'un de ses amis Matteo Gerego n'est pas encore arrêté.

Une femme disparue.

M. W. S. Chandler, dentiste, demeurant au No. 18 rue Carondelet, dénonce que Miss L. W. Brandon est sortie de chez lui vers deux heures moins le quart, lundi après midi, dans l'intention de faire une promenade rue du Canal.

Depuis ce moment on ne sait pas ce qu'elle est devenue. Il en donne la description suivante : trente ans, des cheveux bruns, taille cinq pieds et six pouces, un peu sonnée. Elle était vêtue d'une robe de mousseline noire, avec des fourrures blanches et avait un chapeau de paille avec un voile marron.

Quelqu'un a assuré l'avoir vue près de la Douane, se dirigeant vers le port, et on pense qu'elle s'est peut-être embarquée dans un des grands bateaux de St-Louis. On a télégraphié à cet effet à l'agent de sûreté.

La police métropolitaine en révolution.

La police n'a pas reçu un sou depuis le mois d'août ; il y a donc quatre mois que ses membres n'ont pas été payés.

Plusieurs fois déjà ces pauvres diables se sont plaints au bureau des commissaires, dont le nègre Antoine est le président, et la réponse invariable a toujours été, "prenez patience, un peu plus tard nous vous donnerons quelque chose, l'Etat n'a pas d'argent en ce moment."

Pourquoi la Louisiane n'a-t-elle plus d'argent ?

Parce que depuis six ans elle est conduite à la banqueroute par les misérables aventuriers qui sont venus on ne sait d'où et qui se joignant à quelques renégats sans pudeur ont tout volé, tout dévasté, laissant partout comme les limaces des traces de leur passage ; parce qu'après le carpet bagger Warmoth, qui a rempli sa besace des dépouilles de notre malheureux peuple, est venu le carpet bagger Kellogg qui veut remplir la sienne et qui n'y a réussi qu'à moitié, parce qu'il a dû forcé d'offrir trop de cigares à l'ivrogne qui trône à Washington, rêvant à son troisième terme.

Parce que.....mais nous n'en finirons plus si il fallait énumérer tous les griefs d'un peuple opprimé, avili, écrasé, qui n'a même plus le droit d'aspirer à la liberté.

Les métropolitains n'étant donc pas satisfaits de la réponse stéréotypée de l'usurpateur, et voyant s'approcher le premier janvier 1875, sans qu'en plongeant la main dans la plus grande profondeur de leurs poches ils puissent trouver le moindre *nickel* pour donner à leurs enfants qui crient qu'ils ont faim, à leurs femmes qui n'ont pas de vêtements pour se garantir du froid, se sont décidés à aller trouver Kellogg pour lui dire la phrase bien connue, pas d'argent pas de Suisse !

Et ces hommes ont été les soutiens de l'ignoble personnage que Grant nous impose avec l'entêtement particulier aux ivrognes ! Ils ont joué le rôle de janissaires pendant deux ans, et après avoir tout fait, ils ne peuvent obtenir même une faible récompense du piètre potentat de la Louisiane.

Ces hommes ont sans doute mérité tout ce qui leur arrive, pourtant nous les plaignons, car nous croyons que leurs yeux commencent à se dessiller.

Après le 14 septembre, jour à jamais mémorable où le peuple souverain de la Louisiane a prouvé qu'il suffisait de son souffle pour renverser le château de cartes qui sert de base à l'usurpation Kellogg, nous avons entendu personnellement, et nos reporters ont entendu comme nous, beaucoup de ces métropolitains, qui formaient jadis la fameuse brigade, dire que le rôle qu'on leur faisait jouer était odieux, qu'ils n'avaient consenti à prendre les armes pour fusiller et pour mitrailler leurs concitoyens que parce qu'ils mouraient de faim et que le travail leur manquait.

Sans nous arrêter à leur demander s'il n'eût pas été plus honorable pour eux d'aller rouler des balles de coton sur la levée à un salaire de trois piastres par jour, nous voulons bien les excuser et nous les plaignons, parce qu'ils n'ont pas actuellement de quoi manger.

S'imaginant ils, cependant, être les seuls qui souffrent par suite du régime infâme qu'ils ont aidé à maintenir !

S'ils étaient assez fous pour le croire, nous nous chargeons de les détromper. Il y a en ce moment dans toute la Louisiane des milliers de familles qui ont connu jadis l'opulence et qui sont maintenant réduites à la pauvreté la plus absolue. Dans le port de la Nouvelle-Orléans il y a des centaines de jeunes gens de famille qui vont devenus manœuvres pour gagner honnêtement leur vie. Les fils de nos anciens planteurs coudoient eux mêmes la charrue et on compte des milliers de pères de famille, dont les maisons de commerce étaient citées avant la guerre, qui cherchent en vain un petit emploi dans une arrière boutique pour donner du pain à leurs enfants.

La misère est si grande dans cette Louisiane naguère si prospère, que les métropolitains qui ont contribué puissamment à cette ruine générale commencent à s'en apercevoir à leur tour.

Nous les plaignons donc, mais nous cesserons de les plaindre si, n'étant pas payés, ils continuent à rester au service des ennemis du peuple, ils continuent par leurs actes à se rendre odieux à leurs concitoyens.

Ils se sont faits une promesse hier, s'ils n'y tiennent pas, nous les déclarons indignes de pitié.

Voici le fait :

Hier, vers midi, les capitaines et les sous-officiers de la police métropolitaine suivis d'une cinquantaine d'hommes appartenant aux différents précincts, se sont rendus en corps à la maison d'Etat pour signifier à Kellogg qu'ils donneraient leur démission en masse ainsi que tous leurs camarades, si avant le premier janvier 1875 ils n'avaient pas reçu au moins leurs salaires du mois de septembre.

On dit que l'usurpateur est devenu tout pâle en les voyant, mais il a répété néanmoins la phrase que l'on connaît : "Un peu de patience, messieurs, plus tard je promets de faire quelque chose pour vous."

On devine l'exaspération des hommes en apprenant le résultat de l'entrevue. Nous avons entendu des imprécations qui brûlent fermer Kellogg si on les lui soufflait à l'oreille.

Cette démarche nous plaît, car nous savions d'avance ce qui en résulterait. Les métropolitains ne seront pas payés le 1er janvier ; ils peuvent y compter.

Nous attendons pour voir s'ils tiendront à leur promesse.

Dans le cas où ces hommes renoncerait à servir un misérable que tout un peuple méprise et se retireraient en masse, nous dirons qu'ils ont bien fait et nous ajouterons qu'ils commencent à mériter la sympathie des honnêtes gens.

Si Kellogg ne paie pas parce que l'Etat n'a pas d'argent, les métropolitains en prouvant qu'ils sont sincèrement convertis de mauvaises sentiments trouveront des amis pour leur procurer un travail honorable.

Les chevaliers de Momus.

Le public trouve étrange, s'étonne même, de ne pas voir annoncée la sortie des "Chevaliers de Momus qui, depuis le lundi le 31 décembre, défilent de chaque année.

Nous apprenons d'une source digne de foi, qu'elle n'aura pas lieu la veille du Nouvel An, mais au commencement de février, ainsi en en a été jusqu'à ce jour. Le but des "Chevaliers" nous est inconnu ; mais nous pensons—et peut-être avec raison—que c'est afin de profiter de la présence des étrangers qu'attirent en notre ville la procession du "Roi du Carnaval" et celle du "Mystick Krew of Comus."

On nous assure aussi que "Momus" donnera son bal à l'Opéra ; ce dont nous ne saurions trop le féliciter.

TEMPERATURE.—24 déc. 1874.
Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	50	10
12 M.	58	14
3 P. M.	62	16
6 P. M.	52	11

M. DE CHAMBORD ET SES AMIS.—L'extrême droite s'est réunie sous la présidence de M. de La Rochette, qui a donné lecture d'une lettre du comte de Chambord, adressée à ses amis *de l'Assemblée nationale*, et on a été apportée de Frohsdorf à Versailles par M. Cazenove de Pradine.

Dans cette lettre, le comte de Chambord exprime sa confiance dans le dévouement de ses amis aux intérêts du pays et à la cause de la royauté. Il dit que, malgré qu'il ait été sollicité à plusieurs reprises, il ne veut pas faire de nouveau manifeste ; il se borne à déclarer que le devoir de tout bon royaliste est de ne rien faire qui puisse retarder la restauration de la royauté.

On assure qu'en conformité des instructions contenues dans cette lettre, l'extrême droite, recomptée et comprenant 70 membres environ, a décidé de voter contre les projets constitutionnels du ministère.

Depuis le *Figaro*, la teneur de la lettre de M. le comte de Chambord pourrait être résumée dans les termes suivants :

" M. le comte de Chambord ne s'oppose pas à l'affaissement personnel du maréchal, mais il est défavorable à toute mesure, à toute loi qui donnerait un caractère impersonnel au septennat, et qui enlèverait au même ajournerait l'avènement de la royauté légitime."

Le *Journal des Débats* dit que cette note, intitulée : "A mes amis de l'Assemblée nationale", aurait été communiquée à de différents membres de la réunion Colbert.

Il ajoute que plusieurs députés influents de la réunion des chevaux-légers, questionnés sur l'existence de la note en question, auraient répondu que celle-ci ne devait, à aucun titre, être considérée comme ayant le caractère d'un manifeste ; qu'il s'agissait là d'une note identique à toutes celles que rapportent les royalistes qui se rendent auprès du comte de Chambord.

JULES JANIN ET LA JEUNESSE.—Il vient de paraître un livre qui porte ce simple titre : *Jules Janin*. C'est la biographie du critique par son spirituel ami, M. Alexandre Piedagnel.

Le futur écrivain des *Débats*, à peine sorti du collége, venait de s'installer en compagnie d'une vieille tante octogénaire, rue du Dragon, dans un nid "triste, mais décoré obscurément, très clair ; loné par un huissier, mais à un prix raisonnable." Quatre ans s'écoulèrent dans cette modeste et calme retraite. Pour vivre, Janin s'était condamné au métier de donneur de leçons à 2 fr. le cachet ; mais la pire ressource de la jeunesse, quand elle est servée si longtemps. Ecoutez ainsi comme il en parle.

O la jeunesse ! la jeunesse ! Dans le livre, dans le drame, dans le rêve, dans le monde, elle peut remplacer merveilleusement toutes choses. La jeunesse, c'est l'espérance sur un sa fleur, ce sont toutes les émotions du cœur de l'homme, l'entente toutes les nobles et douces émotions réunies, entassées, florissantes et chantantes passion d'un jeune cœur. La jeunesse, c'est la mère solitaire, c'est le frais sommeil, c'est la santé qui vit de peu, c'est l'amour au hasard qui bondit comme un jeune poulain, ce sont les jolies filles en robes fanées, aux dents blanches, aux mains rosées, au sein qui bat. La jeunesse, c'est la pauvre, épanse sa et là, qui vous accompagne comme un parfum invisible ; elle se joue à votre chevet, elle s'assied à votre table, elle rit dans votre verre à demi crénaciers avec son air madré et bondeur, et qui les paye avec un sourire. Dites-moi donc, quand vous faites un livre, et vous êtes héros est un jeune homme ! En ce cas, vous êtes sauvé, mon frère, en ce cas vous allez faire un chef-d'œuvre.

Cette ardeur et intarissable gaieté, ajoute M. Piedagnel, cette sève d'avril, lui fournit d'un puissant secours évidemment ; mais gardons nous d'oublier que la vieille tante, témoin de son labeur, compagne de sa pauvreté, humble, tendre et ingénieuse consolatrice des heures mauvaises, mérita sans cesse l'ardente reconnaissance du courageux écrivain.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Nouvelles Européennes.

AUTRICHE.

Vienne, 24—Le *New Free Press* dit que les documents les à huis clos, dans l'affaire du comte d'Arnim expliquent la politique de l'Allemagne en ce qui concerne la nomination d'un successeur pour le Pape Pie IY.

FRANCE.

Paris, 24.— L'Assemblée nationale s'est ajournée au 5 janvier.

Paris, 24.—Les espèces ont augmenté de 1,125,000 francs à la Banque de France.

ANGLETERRE.

Londres, 24.—Le train express sur l'embranchement du chemin de fer Grand Occidental a déraillé près de Woodstock et s'est précipité au bas de la chaussée. Plusieurs wagons sont tombés dans le canal qui longe la voie et 16 voyageurs se sont noyés.

Londres, 24 —30 personnes ont été tuées et 50 blessées par l'accident de chemin de fer arrivé à Woodstark aujourd'hui. Quelques uns des blessés succomberont.

Les 14 victimes de l'accident de chemin de fer de la Penneylvanie, à New Jersey, pour assister à l'arrivée du roi Kalakaua qui était attendu par un comité d'Hawaïens, ont été renversées du train le roi a été reçu par M. Odell, consul Hawaïen, qui l'a conduit dans la salle des visites où se trouvaient les aldermen. Les membres de sa suite ont formé tout aussitôt un demi cercle dont il occupait le centre, et l'alderman McCafferty, lui a adressé l'allocution suivante :

Votre Majesté,—Quand le gouvernement et le peuple de New-York apprirent votre intention de visiter les Etats-Unis, ils ne purent manquer d'y voir le désir d'acquérir par vos observations personnelles une connaissance plus intime du peuple et des institutions d'une nation qui a toujours eu pour votre Majesté la plus vive amitié. Laissez moi, Sire, vous féliciter de voir sur sa venue, lui a offert l'hospitalité de New-York et a exprimé l'espoir que cette visite vous fera lui et les Etats-Unis rasserrerait encore les liens d'amitié qui avaient existé jusqu'ici.

Sa Majesté a répondu :

Je reçois avec un grand plaisir les félicitations des aldermen de votre ville. Mon voyage a été agréable et vos manifestations me donnent l'assurance de l'intérêt que vous portez à mon peuple ; bien qu'il soit éloigné de vous. Je voudrais parler plus longtemps, mais j'ai été pris sous votre climat quelque peu dur d'un rhume qui m'empêche de vous en dire d'avantage. Je vous remercie de l'hospitalité que vous m'offrez.

Après ces remerciments, M. Odell a formellement présenté le roi aux Aldermen qui sont montés en voiture avec lui et l'ont amené au ferry boat de New-York où il a été reçu par une escadrille précédée d'un détachement de police à cheval. La procession a pris la rue Courtland qu'elle a suivi jusqu'à Broadway pour gagner l'hôtel Windsor où le maire Vance l'attendait pour lui adresser des paroles de bienvenue.

New-York, 24. — Les agents du steamer de la Caroline du Sud cependent qu'avec un temps favorable ce steamer pourra être relevé. Ils disent qu'il n'est pas avarié.

Les femmes de cincan, arrêtées hier soir, ont été relâchées aujourd'hui. Le directeur ayant promis de ne pas renouveler les scènes de la veille a été mis sous caution de $500.

Peu d'affaires aujourd'hui à la Bourse, comme cela se voit habituellement la veille de Noël. Parmi les annuscemens du jour, il faut compter ce tour des courtiers qui ont loué un homme de couleur pour personnifier le roi des Iles Sandwich, l'ont emmené à la Bourse et lui ont fait un simulaire de réception.

New-York, 24.— Dans l'affaire de Josélphine Mansfield contre l'exécuteur testamentaire de James Fiske pour le payement de deux billets s'élevant à $20,500, payable à la plaignante en 1868 par Fiske, le juri aujourd'hui a rendu un verdict en faveur de Miss Mansfield avec les intérêts.

New York, 24.—Le maire Vance a révoqué Myer Sterner et James Bower de la place de commissaires de charité et de correction et a nommé à leurs places Ed. L. Donnelly et Townsend Cox. La conduite du maire a reçu l'approbation du gouverneur Dix.

Les commissaires destitués avaient montré trop de déférence pour Tweed, en faveur du quel il n'avait pas craint de violer leur devoir.

JEFFERSONVILLE.

Jéffersonville, Ind., 24— Bill Rodefer, condamné qui s'était évadé du pénitencier ici, a été repris aujourd'hui près de Memphis, comté de Clark, après une vive résistance.

RIVIERES.

Etat du fleuve, bâteaux, etc.

Memphis, 24—Partis. City of Quincy & Belle Lee pour la Nouvelle-Orléans.

Vicksburg, 24. — Descendant, Hiram, Campbell et barges.

Louisville, 24—Descendant, le Sherlack de Cincinnati à la Nile-Orléans.

Cairo, 24—Arrivé, l'Exporter de la Nile-Orléans. Parti, trois Mountain et barge, pour la Nile-Orléans.

PASSES.

Passe du Sud-Ouest, 24—Arrivé, le steamer City of Houston, de New-York.

Passe à la Loutre, 24—Arrivé le steamer Lavacca, de Cedar Keys.

MARCHES.

Marché Américain.

New-York, 24, midi.—Coton calme. Uplands 1 1/16 à 1 5/16.

A livrer, low middling pour janvier 14 1/16 à 14 1/8 ; février 14 9/16 à 5/8 ; mars 15 7/8 à 15 15/16 ; juin 16 3/16 à 16 1/4 ; juillet 16 1/2 à 16 9/16 ; août 16 11/16 à 16 3/4.

Marché Européen.

Liverpool, midi.—Coton plus ferme. Uplands 7 1/4 à 7 3/8. Orléans 7 5/8. Vendu 10,000 balles. Vendu pendant la semaine 60,000 balles. Stock 841,000 balles, dont 189,000 de provenance américaine. Stock flottant 504,000 dont 101,000 de coton américain.

New York, 24—Coton ferme. A livrer 38,600 balles. Cotes officielles : low mid pour janvier, 14 1-32 à 14 1-16, février, 14 17-32 à 14 9-16, mars, 15 1-32 à 15 1-16, avril, 15 29-32 à 15 15-16, mai, 15 29-32 à 15 27-32, juin, 16 5-32 à 16 3-16, juillet, 16 15-32 à 16 7-16, août, 16 5-8.

Adresse du Comité
DE
SOIXANTE-DIX
AU
Peuple des Etats-Unis.

Le comité de 70, dont le caractère représentatif est bien connu dans le pays, appelle l'attention du peuple des Etats-Unis sur les injustices et les indignités additionnelles dont souffre le peuple jadis libre de la Louisiane.

Depuis deux ans nous avons vainement fait appel au Président et à son pouvoir pour être délivrés de l'injustice, de l'oppression et du pillage d'un gouvernement d'Etat usurpateur, à nous imposé par l'office particulier d'un juge des Etats-Unis ivre, ordre écrit dans sa chambre, et soutenu par des troupes de l'armée des Etats-Unis, amenées à l'avance pour ce objet.

Ce gouverneur, indigitible sous notre Constitution, est battu au scrutin par 9000 voix de majorité, et installé et maintenu au pouvoir par de la force brutale, n'a pas, après deux ans environ de mauvais gouvernement, gagner la moindre avance dans la confiance de la masse du peuple, et, ainsi dit que les troupes fédérales ont été retirées, en moins d'une heure son apparence d'autorité et de force, a disparu devant la colère et l'indignation d'un peuple outragé, et il a cherché un refuge dans le sanctuaire de la Douane des Etats-Unis. Immédiatement après, sur l'ordre du président, tous les fruits de la brillante victoire remportée par nos citoyens, ainsi que la maison d'Etat, les batisses et les archives publiques, ont été rendues à un officier de l'armée des Etats-Unis, qui a replacé Kellogg sur son fauteuil de gouverneur.

Pendant plusieurs semaines avant l'élection du 2 novembre 1874, tout l'Etat, et spécialement les paroisses démocratiques, ont été parcourus par les troupes des Etats-Unis et nos citoyens les plus éminents ont été arrêtés en vertu d'accusations imaginées, faites par des instruments irresponsables du parti radical dans le but d'intimider les blancs et d'emporter l'élection contre la volonté de la majorité.

Malgré cela, notre population sachant que, à la condition de nous rendre compte dans cet Etat dépendait de l'expulsion du pouvoir d'un gouvernement de pillards ; sachant que la mauvaise administration et la corruption ne lui avaient pas imposé par des législateurs ignorants et corrompus qui n'avaient pas d'intérêt dans l'Etat, avaient détruit la valeur de la propriété qui était devenue une dot deau au lieu d'être un avantage ; sachant que les sources du droit et de la justice avaient été corrompues et que le gouvernement, dont l'objet est la protection des gouvernés, avait été converti en un instrument d'oppression et d'extortion, nous avons, par son imbécilité ; sachant tout cela notre population a employé tous ses efforts, et en dépit du fonctionnement de lois d'élection iniques inventées pour nous priver du droit radical dans les mains de l'usurpation et de l'oppression, a été battu par l'armée des Etats-Unis et a été mis sous le commandement du chairman du comité central du parti républicain et employée comme une machine électorale contre eux, les conservateurs ont réussi à emporter l'Etat par une majorité d'au moins 8500, vu que une majorité de 28 dans la Chambre des représentants et une majorité dans les deux Chambres réunies. La ville de la Nouvelle-Orléans a été emportée par les conservateurs par plus de 12,000 voix de majorité.

Le fait que les conservateurs avaient emporté l'élection, était bien connu depuis le 5 novembre, parcequ'on les votes avaient été comptés immédiatement aux polls et que les rapports avaient été faits en duplicata. Et, cependant, maintenant encore, sept semaines après l'élection nous sommes menacés d'une façon imminente d'être privés par la force de notre victoire et de notre franchise. Les rapports électoraux sont soumis à un Bureau des retours composé de quatre membres dont quatre sont identifiés et engagés d'avance avec le gouvernement usurpateur.

Ces hommes, en dehors de leurs liens de parti, n'ont jamais en devant la communauté un caractère propre à inspirer confiance dans leur intégrité ou leur impartialité, ou à donner aucun espoir qu'ils compileront et promulgueront loyalement et honnêtement les retours qui leur sont soumis ; ils ont déjà montré la détermination de frustrer le peuple et de commettre un fait tonnelle qu'elle a été exprimée au scrutin.

Dans le cas de la paroisse De Soto, qui a été conservatrice par plus de mille voix de majorité, l'officier radical délégué pour les retours, les a placés dans les mains d'une belle publique qui a offert de les livrer pour $1000 et il a quitté l'Etat. Les membres du bureau des retours ont refusé de prendre des mesures pour recouvrer ces papiers. Le colonel Pospofsky, tant le parti conservateur ont envoyé directeur à De Soto les duplicata originaux des retours d'élection, d'autant plus égale, qui avaient été déposés en cachet les mains du greffier de la Cour de District de cet district, agissant conformément à la loi, et le bureau a refusé de les prendre et de les prendre en considération, bien que pour les paroisses radicales il ait fait de nombreuses exceptions.

Ce n'est là qu'un cas pris comme exemple. Un candidat a demandé un mandamus pour forcer le bureau à recevoir et à compter les retours venant des retours de De Soto ; il n'est arrivé pas plus à la haute Cour compétente sous la 14e section du statuts pour qu'elle accordât un ordre de mandamus. Le juge de cette Cour, créature du gouverneur d'Etat, membre du fameux "Bureau des retours Lynch" de Kellogg, a refusé cette plainte de juge comme récompense de ses services dans cette occasion, a refusé d'accorder le mandamus.

Pendant la session de ce Bureau des retours, nous avons vu le greffier accuser un membre de fraudes commises sur les retours d'élection, et ce membre renvoyer cette réplicaine pour toute réponse ; nous avons vu des officiers de la Douane, d'élection, et un membre renvoyer l'accusation au greffier. Nous avons vu des preuves et des documents fournis par le parti démocrate soustraits et des affidavits répudiaires pour des droits usurpés et des faits falsifiés dans l'intérêt des radicaux, plusieurs semaines après l'élection.

Il n'y a pas de remède par l'intermédiaire des Cours, parce que les seuls juges à qui on puisse s'adresser, sont les créatures de l'usurpation et que leur existence officielle dépend de la continuation du régime radical au mépris de la volonté exprimée du peuple.

Les membres du Bureau des retours, comme depuis sept semaines, joué avec les libertés et les droits du peuple de tout un Etat, paraissant attendre qu'une occasion s'offrit à eux de consommer leur vilenie projetée en promulguant une majorité radicale comme dans la Législature. Ils espèrent faire cela avec impunité, parce que la mission d'Etat dans laquelle ils ont été placés, en sus de l'armée métropolitaine de Kellogg avec plusieurs compagnies de l'armée des Etats-Unis à 50 milles de là, et toute la force de terre et de mer accourir avec des cartouches distribuées à l'avance.

C'est ainsi que nous sommes menacés de voir une autre horde mêlée de pillards, rapaces, ignorants et débauchés prétendant être républicains déclarés élus par les officiers radicaux des retours et installés, comme législateurs, par la force toute puissante de l'armée et de la marine des Etats-Unis, comme cela a eu lieu en 1872. Tel est le vil usage qui est fait de ces soldats.

L'allégation que notre peuple est disposé à la violence et que les droits des noirs seraient en danger, s'il était permis à la majorité conservatrice de gouverner en Louisiane, allégation mise en avant par nos ennemis et par le Président dans son message, est une fausse et démentie par le fait que, pendant les quatre jours que le gouvernement était à un pouvoir incontesté avec une force considérable à sa disposition, pas un homme de couleur n'a été molesté, pas un acte de violence n'a été commis, et, malgré toutes les provocations antérieures, pas un citoyen n'a pas se plaindre de violation d'un de ses droits.

Ayant échoué dans son appel à la justice et au patriotisme du Président et du Congrès, nous en appelons maintenant, en dernier ressort, à la sagesse de tous les pouvoirs—au peuple de tout le pays, dont nous invoquons l'influence morale, dans l'espoir d'éveiller pour nos maux et nos souffrances la sympathie qui s'accorde toujours à un peuple brave et libre luttant pour sa liberté. Comptant qu'un sentiment public vertueux pourra contraindre le Président à prendre des mesures pour sauvegarder les droits de vie de cet Etat à lâcher prise, nous osons espérer que ce sentiment réagira sur les Représentants du Congrès et les obligera à nous accorder cette satisfaction que ni le sentiment de la justice ni le respect dû aux institutions fondamentales du pays, n'ont pu en obtenir d'eux.

Nous faisons cet appel avant la consommation finale du grand acte d'injustice qui va être fait contre de peuple, parce que nous avons l'assurance positive de l'intention des officiers de réforme de priver par la fraude le peuple des fruits de sa victoire politique, comme il l'a été déjà consommé. Nous ne demandons pas, dans un intérêt de parti, qu'un certain nombre d'hommes soient substitués à d'autres comme fonctionnaires publics. Notre répugnance à la domination républicaine en Louisiane n'est pas basée entièrement sur le fait que c'est une usurpation. Si précieux que soient les grands principes, et si outrageusement qu'ils aient été violés, cependant ce n'est pas pour cette raison seule que le peuple de la Louisiane réclame assistance.

Le peuple demandé que soit qu'il ait été élu ou battu, qu'il ait été dans un parti qu'ils le délivrent d'une oppression cléva-tionnelle, de façon à ce que la taxation, qui est dévorante de la confiscation, soit allégée, de façon à ce que la misère disparaisse et qu'il cesse de la détresse et de vivre d'un travail honnête ; de façon à ce qu'un gouvernement honnête et protecteur remplace le vol élevé à l'état de système.

Pour ces raisons le peuple assemblé de la Louisiane jadis libre, fait appel au peuple des Etats-Unis libres d'Amérique, pour préserver le droit de self gouvernement, demande de manière à ce qu'on ne puisse se méprendre sur son désir et sa pensée, que la Louisiane soit débarrassée des Etats-Unis ne soit pas plus longtemps employé pour maintenir au pouvoir une horde d'aventuriers.

B. R. FORMAN, Chairman.
W. C. RAYMOND, } Membres
ARCH. MITCHELL, } du
F. C. MACHARIE, } Comité.

Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1874.

Salle du comité de soixante-dix, Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1874.

A une réunion tenue ce soir, 23 décembre 1874, l'adresse qui précède a été lue et adoptée à l'unanimité.

R. H. MARR,
Président.
JOSEPH W. COLLINS,
Secrétaire.

UFFROY DE LAMARTINE.—On lit dans le *Petit journal* :

" Un dimanche, il y a vingt-cinq ans, au foyer du grand poète-chansonnier, je rencontrai Lamartine. Béranger me présentait à lui. C'est la seule fois que je l'ai vu et que j'ai touché, non en main, mais le bout de son doigts.

" Béranger, après quelques paroles, se tourna vers moi et me dit : " Que fait ce que dit Girardin ? " Je venais de le voir, je lui recontai ce que le vaudeville Fontenbleu dire il s'agissait de la République, dont il désapprouvait la marche.

" Béranger écouta et sourit, de cet immortel sourire narquois que nous lui avons tous vu, et répondit avec une pointe de tristesse : " Il a raison, mais Girardin a tort." Je demandai à Lamartine : " Il a raison, mais Girardin a tort." Et, et, montrant la pendule, " Il avait " ?

" Lamartine, pensif et regardant le feu, répondit : " Vous vous trompez, Béranger, ce n'est pas Girardin qui avance, c'est la France qui recule ".

" Aujourd'hui, comme il y a vingt-cinq ans, les deux paroles sont vraies, et M. Girardin sera battu parce que la pendule n'est pas à l'heure du concord de la France."

Espèces et Valeurs.

Or américain	114	114½
Argent américain	109½	110
Guinées	—	—
Pièces de 5 francs	—	0 95
Pièces de 2 francs, valeur en or	—	0 80
P